

Les entreprises et la justice

L'État, par l'existence du système judiciaire, par la voie de réglementations nationales et en transposant les directives européennes, met en place les structures permettant aux entreprises la résolution des problèmes et des litiges auxquels elles sont confrontées.

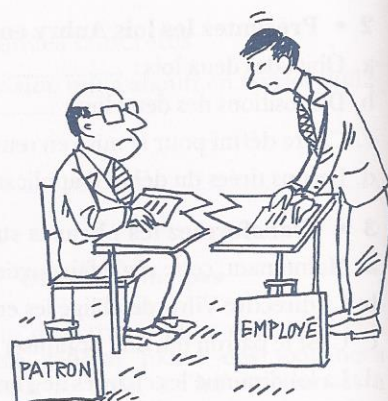
1 Quelques exemples

Problèmes entre entreprises

L'entreprise Mecaplus a livré des pièces détachées à Agromeca qui construit des machines agricoles mais la facture – 500 000 euros – n'a pas encore été réglée. Or, le gérant de Mecaplus ne peut plus attendre et les lettres de mise en demeure sont restées sans effet.

Litiges entre employeur et employé

Gilles Lachade fait partie des douze salariés licenciés par la société Sertima et, après avoir pris des renseignements auprès de la CCI de son département, il s'aperçoit qu'il y a eu des vices de forme dans la procédure. L'employeur a notamment omis de notifier les licenciements envisagés à l'Administration.



Litiges entre État et entreprise

À la suite d'un accident du travail, les services départementaux ont mené une enquête qui a établi que, de graves négligences concernant la maintenance des machines ont entraîné l'accident et, à ce titre, demandent qu'Électropo soit soumise à une amende. La société conteste cette version des faits.

2 Les moyens d'intervention

L'inspection du travail

Elle veille au respect de la législation du travail et des lois sociales protectrices des salariés, participe à la prévention des risques professionnels, à la régulation des relations de travail et vérifie l'application des conventions et accords collectifs.

Conciliation, médiation, arbitrage

Dans le règlement des conflits collectifs, on peut, dans un premier temps, avoir recours aux commissions de conciliation qui sont composées de représentants des organisations représentatives d'employeurs et de salariés en nombre égal, et de représentants des pouvoirs publics. Si aucun accord n'est trouvé, un médiateur est désigné soit par le président de la commission de conciliation, soit par le ministre du Travail. S'il n'y a pas de phase de conciliation, les parties peuvent engager elles-mêmes la procédure de médiation. En cas d'échec, les parties peuvent choisir un arbitre (fonctionnaire, magistrat...) qui statue sur le litige.

Le conseil des prud'hommes

La procédure comprend tout d'abord une tentative de conciliation devant le bureau de conciliation qui, si elle échoue, est suivie d'une phase de contentieux devant le bureau de jugement (voir aussi page 38).

Les juridictions de droit commun

Certains litiges sont portés devant les tribunaux compétents. Selon la nature du litige, ce sont les tribunaux de commerce ou les juridictions civiles, administratives, voire pénales, qui statuent sur l'affaire.